

La Loi et les Prophètes.

Les socialistes français et les institutions politiques

de Gérard Grunberg

Paris, CNRS éditions, 2013, 368 p., 25,00 €

par Philippe Raynaud



Dans une science politique française qui tend de plus en plus à se réduire à la sociologie critique, Gérard Grunberg reste un «politiste» classique: il se joue des frontières artificielles entre l'histoire politique, la théorie et la sociologie, et il s'intéresse davantage aux institutions, aux grands partis et aux divisions de l'opinion publique qu'aux «mobilisations», à la «domination» ou à la logique bureaucratique des «politiques publiques». Il nous avait déjà donné (avec Alain Bergougnieux), un ouvrage classique sur *Les socialistes français et le pouvoir*¹, qui montrait notamment comment la permanence, chez les socialistes français, d'une vision binaire de la politique dominée par la logique de l'Union de la gauche (ou des gauches) les avait empêché d'assumer clairement leurs choix foncièrement «réformistes» pour les condamner à entretenir une relation ambivalente avec le pouvoir politique. Il est clair que ce livre reste tout à fait d'actualité, comme le montre l'attitude d'une partie des «frondeurs» socialistes, dont on se demande parfois s'ils ne préféreraient pas que leur parti quitte le pouvoir pour préserver leur pureté plutôt que de se compromettre dans la prose «sociale-libérale».

La loi et les prophètes adopte une perspective différente, plus doctrinale et plus ample: le livre est centré sur l'attitude des socialistes à l'égard des institutions, il part de la Révolution française pour analyser en profondeur les incertitudes du socialisme naissant envers la démocratie (de Saint-Simon à Marx) et il porte prioritairement sur la manière dont les socialistes français ont réagi aux transformations du système politique (et «interagi» avec lui).

L'ouvrage suit la chronologie sur sept chapitres qui vont de la naissance du socialisme à la période actuelle, mais il se laisse assez facilement découper en trois parties.

Les deux premiers chapitres portent sur «Les origines de la critique socialiste du régime représentatif» et sur «L'héritage jacobin». À juste titre, Grunberg part de l'idée qu'il ne faut

1. Alain BERGOUGNIUOX et Gérard GRUNBERG, *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le pouvoir* (2005), rééd. coll. «Pluriel», 2007 (cité ici sous l'abréviation *SFP*).

pas surestimer la soi-disant rupture de Marx avec le « socialisme utopique » et il insiste au contraire sur ce qui rapproche les différents courants du « socialisme », en mettant notamment en lumière l'importance du legs saint-simonien. Saint-Simon s'est présenté à la fois comme le continuateur des Lumières et de la Révolution française et comme celui qui allait permettre d'aller au delà de leur projet initial, en recréant une société « organique » là où, des « philosophes » du XVIII^e siècle aux « légistes » de la Convention, on s'en était tenu à une œuvre « critique » de destruction de l'Ancien régime^[2]. Grunberg montre très bien ce que Marx a retenu de cette pensée par ailleurs riche et foisonnante : la prétention à absorber le politique dans le social et dans l'économie, la critique de la propriété, à quoi il faudrait ajouter un anti-juridisme de principe, le tout aboutissant au rejet du libéralisme, y compris dans sa dimension politique, et au refus de la représentation. Il faut cependant remarquer que le destin du saint-simonisme et du « positivisme » d'Auguste Comte montre que ce « socialisme », qui s'accommodait des inégalités dès lors que celles-ci se fondaient sur une hiérarchie fonctionnelle et qui réduisait la portée des révolutions politiques, pouvait assez aisément transiger avec la société bourgeoise. Après tout, le second Empire a été en partie « saint-simonien » (comme devait l'être la V^e République gaulliste et pompidolienne) et la III^e République a glorifié Auguste Comte. C'est pour cela que Gérard Grunberg a raison de considérer que l'ambivalence socialiste à l'égard du gouvernement représentatif n'aurait pas été aussi prononcée sans le prestige de la Révolution française et de « l'héritage jacobin ». La Révolution impose le modèle d'un (re)commencement absolu, elle magnifie la volonté, elle légitime la violence comme accoucheuse de l'histoire et, dans sa version jacobine, elle pose une distinction entre « gouvernement révolutionnaire » et « gouvernement constitutionnel » qui conduit à différer *sine die* l'établissement de la liberté et à exalter les mesures d'exception prises pendant la période révolutionnaire. L'idée qu'il pourrait y avoir une certaine continuité entre la politique des jacobins « bourgeois » et la future révolution socialiste est donc assez naturelle et chez Marx lui-même, la dimension « volontariste » de la politique commune doit évidemment beaucoup à l'héritage de la « Grande Révolution française »^[3]. Dans ce chapitre passionnant, Gérard Grunberg fait un large usage des principaux travaux philosophiques qui, d'Augustin Cochin à Hannah Arendt et, plus près de nous, à François Furet et Mona Ozouf, ont montré les insuffisances de l'historiographie jacobine, mais il propose aussi des analyses originales, qui permettent de mieux comprendre les relations complexes du socialisme et de la démocratie. D'un côté, ce qui est très méritoire pour quelqu'un qui vient de la deuxième gauche, il met en lumière la manière dont, même chez un admirateur de Robespierre comme Louis Blanc, le choix réformiste conduit de proche

2. V. sur ce point le livre classique de Paul BÉNICHOU, *Le temps des prophètes. Doctrines de l'âge romantique*, Paris, Gallimard, 1977.

3. V. le livre de François FURET, *Marx et la révolution française*, Flammarion, 1986.

en proche à adopter, contre la tradition jacobine, les principaux postulats de la démocratie représentative (y compris l'idée du «peuple UN»)^[4]. D'un autre côté, et il me semble que c'est un des grands apports de son livre, il donne une analyse très originale de la pensée de Jaurès qui montre notamment que la fidélité de celui-ci à une partie de l'héritage jacobin a plus de portée qu'on ne pourrait le croire. Sur ce point, son travail constitue un contrepoint très utile aux analyses de François Furet et Mona Ozouf, qui mettaient en valeur les écarts de Jaurès par rapport à l'orthodoxie marxiste et à l'historiographie jacobine^[5]. Jaurès considère que le progrès de la démocratie va probablement permettre d'éviter la violence. Il admet une certaine diversité interne du peuple et/ou de la classe ouvrière, il fonde le socialisme sur l'idéal plus que sur la science et il est donc bien d'une certaine manière l'«anti-Lénine», mais il reste fasciné par Robespierre et Saint-Just dont il continue de croire qu'ils ont combattu les «factions»^[6]. Il est plus favorable à la démocratie qu'à la représentation et il ne sépare pas le souci de l'autonomie politique de la poursuite du «but final» qui reste toujours l'établissement d'une société autre, au-delà des réformes sociales.

L'analyse des relations du socialisme à la tradition parlementaire française, qui occupe les deux chapitres suivants, s'appuie sur une vision très fine de l'histoire politique française, sans perdre de vue les contraintes que l'idéologie et la politique proprement socialistes font peser sur la gauche française. La «parlementarisation inaboutie» du socialisme français pendant la période qui va de 1875 à 1920 est la traduction politique des équivoques constitutives du socialisme, qui accepte l'essentiel des formules républicaines en jouant d'ailleurs sur les divers aspects de l'héritage révolutionnaire, mais qui reste écartelé entre la politique de classe et l'alliance républicaine. Avant la guerre, le socialisme français refuse la participation gouvernementale et, après 1917, l'attitude envers la Révolution russe d'un héritier probablement fidèle de Jaurès comme Blum reste marquée par le souci de défendre l'idée de la Révolution en dénonçant simplement les méthodes bolcheviques. Comme on le sait, cette position brillamment défendue par Blum au Congrès de Tours n'empêcha pas la majorité des délégués de rallier la III^e Internationale, mais elle permit aussi à la minorité restée fidèle à la «vieille maison» de maintenir l'essentiel des ambiguïtés de la période précédente. Là encore, on pourra apprécier l'indépendance d'esprit de l'auteur, qui a le mérite de ne pas trop charger Guy Mollet et de mettre l'accent sur les incertitudes et les hésitations de Léon Blum pour montrer les insuffisances de l'«intégration parlementaire» des socialistes et leur incapacité à faire face à la «crise du parlementarisme»: relativement à l'aise dans la «démocratie de partis», les socialistes ont finalement échoué sur toutes les grandes questions institutionnelles où leurs positions (contre le

4. *SFP*, p. 72-7.

5. V. par exemple l'article «Jaurès», dû à Mona OZOUF, *Dictionnaire critique de la Révolution française* (vol. 4, *Interprètes et historiens*), Flammarion, coll. «Champs», 2007.

6. *SFP*, p. 58.

renforcement de l'exécutif, contre la Chambre Haute, contre le référendum, contre le contrôle de constitutionnalité) ont été progressivement battues en brèche par l'évolution constitutionnelle.

Gérard Grunberg a fait le choix judicieux de pousser jusqu'à 1962 plutôt que 1958 son étude de la relation des socialistes avec la tradition parlementaire, ce qui permet de mieux comprendre les hésitations de la SFIO devant les débuts de la V^e République et, surtout, de mesurer les difficultés persistantes du Parti socialiste refondé par François Mitterrand avec le « présidentielisme majoritaire » malgré les victoires de 1981, 1988 et 2007. La stratégie de Mitterrand a permis l'accès au pouvoir par l'alliance avec les communistes et par un certain renforcement des partis, mais elle n'a nullement conduit au retour à la logique parlementaire, que le ralliement du PS au système des primaires mène d'une certaine manière à affaiblir^[7]. Tout cela, dans les trois derniers chapitres qui donnent une histoire très précise des dilemmes que le PS a dû affronter, montre la permanence de traits fondamentaux de la culture socialiste que le ralliement apparent de François Hollande ne suffit pas à annuler. C'est sans doute la principale leçon directement politique que l'on retiendra de ce livre majeur, que conclut une réflexion philosophique de portée plus large sur les transformations de la démocratie.

7. *SFP*, p. 319-338; v. aussi dans *Pouvoirs* n° 154 (*Les primaires*, septembre 2015), Gérard GRUNBERG « Les primaires présidentielles ouvertes: mort ou renaissance des partis? » (p. 55-65) et Pierre AVRIL, « Les primaires: un affaiblissement de la démocratie » (p. 133-142).

VOUS TROUVEREZ HISTOIRE & LIBERTÉ CHEZ LES LIBRAIRES SUIVANTS :

LIBRAIRIE GALIGNANI
224, RUE DE RIVOLI – PARIS 1^{er}

L'ÉCUME DES PAGES
174, BD SAINT-GERMAIN – PARIS 6^e

LIBRAIRIE POLONAISE
123, BD SAINT-GERMAIN – PARIS 6^e

LA PROCURE
3, RUE DE MÉZIÈRES – PARIS 6^e

LA VINGT-CINQUIÈME HEURE
8, PLACE DU GÉNÉRAL-BEURET – PARIS 15^e

**VIENT
DE PARAÎTRE**

Jean-Gilles Malliarakis vient de faire paraître
**La Faucille et le Croissant. Islamisme et Bolchevisme
au congrès de Bakou**

Paris, Éditions du Trident, 2015, 225 pages, 20,00 €



En septembre 1920, sur les bords de la mer Caspienne, s'est forgée une alliance étrange entre révolutionnaires marxistes et nationalistes musulmans.

Ce «Premier congrès des Peuples de l'orient» avait été réuni à Bakou, par les bolcheviks, à l'appel du Komintern. Il s'agissait de donner une base stratégique à une révolution, certes victorieuse en Russie, mais qui n'avait pas réussi à s'exporter en Europe. Quelques jours à peine avant le Congrès elle avait échoué en Pologne.

À défaut de se développer à l'ouest, Lénine et ses camarades entreprirent de s'allier à l'est aux nationalistes musulmans, de se servir de leurs luttes et de les enrôler sous leur bannière.

Béla-Kun, chef des révolutionnaires hongrois, mondialement connu mais que sa défaite en 1919 avait contraint de se réfugier à Moscou, justifierait le nouvel impérialisme russe.

Zinoviev, orateur enflammé, faisait figure de président de l'Internationale. C'est lui qui proclamera dans son discours inaugural: «Nous vous appelons à la guerre sainte, à la guerre sainte tout d'abord contre l'impérialisme anglais!».

Le compte rendu du Congrès note alors que cette proclamation du djihad fut suivie d'un tonnerre d'applaudissements. Tumulte. Les assistants se lèvent en brandissant leurs armes. Pendant un assez long moment l'orateur ne peut pas continuer son discours... «Faisons appel, dira-t-il enfin, au souvenir de Gengis-Khan et des conquérants, les grands califes musulmans!»